

## Édito

« Ne serait-il pas plus simple alors pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? »

Bertold Brecht  
La Solution

A l'heure où nous bouclons cette septième feuille d'information syndicale de la DDT 70, comment ne pas songer à la boutade de ce célèbre écrivain allemand.

En effet, les calamiteuses élections départementales et régionales de juin, avec un taux d'abstention historique, illustrent de façon prégnante le fossé grandissant, voire abyssal, qui se creuse en France entre le peuple et ses élus.

L'article de Pierre l'illustre bien. Notre démocratie, après avoir été successivement morose puis déprimée, est aujourd'hui franchement malade. A tel point que le débat d'idées, sincère, ouvert et respectueux de l'opinion de l'autre, celui qui rend intelligent et compétent, ce débat-là devient une denrée rare, une véritable gageure dans notre pays. Nous vivons dans une étrange dictature où les médias nous inculquent quotidiennement que penser et les sondages comment voter. Tout écart à la norme, toute dérive par rapport à la "bien-pensance" dominante éveillent les soupçons et marginalisent. Au mieux, si votre bon sens vous suggère une idée un tant soi peu originale, vous serez rangé parmi les "complotistes" !

Le monde du travail n'échappe pas à cette régression. On commence à évoquer la poursuite de la réforme des retraites vers les 64 ans...

Le détricotage des Services Publics se poursuit, lentement mais sûrement : non remplacement des fonctionnaires partant en retraite, incitation au

## Sommaire

### Comité technique du 9 avril 2021 : le SGC dans le dur ...

(Point d'étape du SGC - NBI et primes - Évolution de l'organisation du SUHC...) ..... pages 2 et 3



**Et le bonheur,  
c'est pour quand ?** ..... pages 3 à 5

départ via la rupture conventionnelle, recrutement de contractuels... La réforme permanente des services s'inscrit durablement, inexorablement, dans notre quotidien : après la création des SGC et des DDETSPP, c'est l'amaigrissement des DREAL, c'est la revue des missions à tout niveau... Pour décider de celles à sanctuariser, de celles à déléguer, de celles à externaliser et de celles à abandonner purement et simplement. Mais pas d'inquiétude à avoir : l'usager sera orienté vers les Maisons de Service au Public et les procédures dématérialisées en ligne !

Le développement ultra-rapide du télétravail, contraint ou volontaire, tant dans le monde de l'entreprise privée que dans l'administration doit aussi interroger. Quelle place de l'intelligence collective dans ce type d'organisation ? Quel impact sur la solidarité des équipes ? Quelle incidence sur le parc immobilier des bureaux, qui, pour beaucoup, deviendront des bureaux "de passage" ?

Côté dialogue social, la réforme aussi est permanente. Dans nos services, les CAP ont perdu la main sur les promotions et les mobilités. Les procédures dites "au fil de l'eau" contribuent à cette sensation d'opacité

sur les mutations. Le renouvellement général des instances sociales, dont l'organisation est annoncée pour fin 2022, devrait permettre la création des comités sociaux d'administration (CSA). Il est à craindre que la fusion des actuels comités techniques (CT) et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) n'appauvrisse encore davantage un dialogue social déjà moribond. Pour les plus pessimistes, les heures du statut général du fonctionnaire seraient comptées...

Désolé de brosser un tableau aussi morne en ce début d'été... Mais tout va bien : le bateau coule normalement ! La lucidité n'exclut pas toutefois l'engagement et l'optimisme. L'Histoire montre que rien n'est inéluctable pour peu que chacun utilise son cerveau et se mobilise pour reprendre en main son destin. "Occupe-toi de tes affaires sinon d'autres vont s'en occuper à ta place."...

**Bonnes vacances :  
prenez soin de vous !**

Christophe Rattaire



## Le SGC dans le dur ...

*Le comité technique de la DDT s'est réuni le 9 avril dernier, en présentiel et en audio-conférence. Voici les principaux points abordés.*

### Point d'étape du SGC au 21 mars 2021

La nouvelle responsable du Pôle RH, Adeline Giraud, est venue présenter la mise en œuvre du SGC départemental. Malgré une anticipation concernant l'informatique, les déménagements et les aménagements de bureau, les premiers mois d'activité de ce service mutualisé ont révélé de nombreuses difficultés, liées notamment au manque d'effectifs et à la perte de certaines compétences clé. On note déjà des départs dont une collègue ayant fait valoir son droit au retour. Nous avons rappelé notre attachement à l'emploi statutaire : à ce titre, nous avons fait remarquer que l'organigramme du SGC ne permettait pas de distinguer les agents contractuels des

titulaires. CGT / Solidaires a aussi souligné que le contexte de crise sanitaire et le télétravail de masse ne facilitaient pas l'intégration des nouveaux arrivants. Nous persistons à penser que la création du SGC départemental "à marche forcée" risque d'entraîner des "dégâts collatéraux". D'abord parmi les agents de ce nouveau service qui sont confrontés à des conditions de travail très dégradées ("tout est devenu urgent et important"), ensuite parmi les personnels des DDI, qui ne bénéficieront plus du même niveau d'accompagnement au niveau des missions support. On s'oriente visiblement vers un "dialogue" via les boîtes fonctionnelles et les tickets... La solitude



numérique contre les contacts humains en quelque sorte... Comme si cela ne suffisait pas, depuis le 1er avril 2021, l'UD-DIRECCTE et la DDCSPP ont fusionné pour devenir la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP). Donc, grosse période de turbulence pour les services déconcentrés de l'État !

### NBI et primes



Des points de NBI ont été transférés sur un poste de catégorie A et vont l'être sur un poste de catégorie B. CGT/Solidaires a voté contre cette proposition : pour nous, ce système de bonification indiciaire participe à diviser les agents. Le débat sur le bilan 2020 des primes MAA et MTE a tourné court : malgré une foultitude de tableaux

destinés à éclairer les représentants du personnel, peu ou pas d'expression des organisations syndicales. Le nouveau système indemnitaire RIFSEEP est devenu une véritable "usine à gaz", incompréhensible et de plus en plus compliquée à gérer de l'aveu même de la direction...

### Évolution de l'organisation du Service Urbanisme Habitat et Constructions (SUHC)

Suite au départ en retraite d'un collègue chef de cellule, une mission « Habitat et Projets Urbains » est créée au 1er juillet 2021 au sein de SUHC. Elle reprendra les attributions en matière de politique de l'habitat et de lutte contre l'habitat indigne mais sera également force

de proposition pour investir des champs nouveaux. Elle pourra notamment accompagner les collectivités qui sont parfois démunies dans les domaines du logement et de l'habitat. Vote favorable unanime des représentants du personnel.





### Questions diverses



**L**es outils de visio-conférence continuent de créer des difficultés. Certains ne sont pas autorisés par le Ministère de l'Intérieur et néanmoins utilisés par les organisateurs des réunions ou des formations. Force est de constater qu'après un an de fonctionnement en

distanciel, tout n'est pas encore au point dans les DDI.

A la demande de CGT/Solidaires, un bilan des formations au télétravail (à la fois en tant que télétravailleur et encadrant de télétravailleur) a été présenté. Nous avons insisté sur l'importance de la formation face à la massification du télétravail et souligné les risques liés au travail prolongé sur écran.

Un point a également été fait sur les frais de fonctionnement. Suite à la crise sanitaire, les déplacements ont fortement diminué.

La direction a annoncé la tenue en juin d'un séminaire du CODIR de la DDT pour définir la stratégie à trois ans. Elle a également informé sur la réorganisation des bureaux à la sous-préfecture de Lure.

### Conclusion

**C**ette réunion du comité technique a illustré ce que les agents vivent depuis de nombreuses années maintenant : la réorganisation permanente des services. Elle est désormais conduite selon des calendriers à peine "soutenables" et surtout, sans s'embarrasser d'expérimentations préalables sur quelques sites tests. Dans

le contexte de crise sanitaire et de généralisation du télétravail, un moratoire, a minima, sur la création des SGC départementaux et des DDETSPP aurait sans doute été une décision raisonnable et prudente. Mais bon, il paraît que désormais, nous devons tous être agiles et résilients !

Les représentants CGT/Solidaires au CT :  
Pierre Morales et Christophe Rattaire



***Et le bonheur, c'est pour quand ?***



**L**es élections départementales et régionales se sont soldées par un retour du vieux monde et par une claque infligée – au sens métaphorique – à la République en Marche du Président Macron, et ce malgré tous les ministres partout catapultés en urgence en *terra incognita* : heureusement, la consigne de démissionner en cas d'échec ne s'appliquait plus car aujourd'hui, nous n'aurions plus de gouvernement ! De fins observateurs diront que le Rassemblement National et la France

Insoumise ont aussi fait les frais de ces élections, mais l'important c'est que le parti du Président ait brillé par son échec à séduire des Français blasés de ses attaques tous azimuts : réforme du Code du Travail, réforme des allocations familiales et du chômage, réforme de la Sécurité Sociale, casse du Service Public et notamment des hôpitaux en pleine crise sanitaire liée au COVID, casse de l'Université ... et cerise sur le gâteau, une réforme des retraites à laquelle le Président ne semble pas renoncer.

Sur le retour du vieux monde, il y a là comme un réconfort à tirer, car les Français ont renvoyé un message, celui de refuser la mainmise de l'extrême droite et de la finance sur les affaires de la République et de la démocratie, sachant bien ce que finance et idées extrêmes ont donné dans d'autres pays et à d'autres moments sombres de l'Histoire. Et le réconfort vient de savoir que la gauche n'est pas si moribonde qu'on voulait bien nous le faire croire : des socialistes, des écologistes et même des communistes ont été élus et ont tenu tête victorieusement aux forces réformatrices.

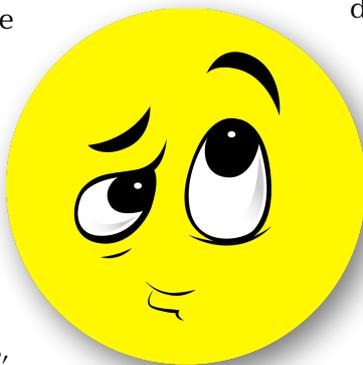
Ce qui ressort de façon plus frappante de ces élections, c'est le taux d'abstention. Crédité de 65,7 %, l'abstention est la grande gagnante, ce qui revient à dire que ceux qui ont été élus, ne l'ont été qu'avec la moitié des suffrages exprimés (des fois un peu plus, des fois un peu moins, c'est une moyenne!), mais après une opération mathématique d'une grande complexité, la conclusion est bien que les élus de la République façon 2021 ne l'ont été qu'avec le soutien de 17-18 % du corps électoral. On est loin de mes cours de philosophie où mon prof disait que la démocratie était le meilleur des systèmes, même si 51 % des gens faisaient ch... suer les autres 49 % ...

Alors, comme il faut des coupables, les mass medias, les politiciens, les je-sais-tout, critiquent tous ceux qui ne sont pas allés voter. Pourtant, l'abstention est bien un message, l'écho du discours de la rue, et au-delà l'expression d'une souffrance et d'un ras-le-bol, comme je disais plus haut. Simplement, l'abstention n'est pas reconnue comme forme de vote dans les résultats, au même titre que le vote blanc. Les medias et les macronistes pourront stigmatiser les méchants gilets jaunes et tous ceux qui ont manifesté contre les réformes du gouvernement (même les policiers sont descendus dans la rue, zéro blessé ce jour-là, manifestation exemplaire, le premier policier de France – Darmanin – était à leur tête! Les CRS sont restés passifs, la guerre des polices n'aura pas lieu),

mais force est de constater que le vote s'est transporté dans la rue pour témoigner du mécontentement et de l'abattement des populations. Les chants révolutionnaires, les banderoles, les porte-voix et les mégaphones racontent une histoire, des histoires, soulignent l'indignation, dénoncent les injustices et les dénis de démocratie qu'on réprime avec les balles de caoutchouc et les grenades lacrymogènes.

Et pourtant, un manifestant, c'est un bulletin de vote potentiel. Les politiciens, les membres du gouvernement, le Président écoutent-ils la rue ? Lisent-ils les banderoles des manifestants ? La réponse va de soi, bien sûr que non, les réformes aboutissent et le bilan social catastrophique s'alourdit pour les petites gens au profit d'un grand capital qui continue de s'enrichir. Pour preuve, les directeurs de Pfizer et de Zeneca, engraisés à la crise sanitaire, viennent de faire leur entrée parmi les premiers milliardaires du monde ...

Alors, comment demander à des gens qui ont manifesté dans la rue, souvent en le payant d'une journée de salaire qu'ils ont sacrifiée à la cause commune, d'aller en plus voter pour des gens qui les feront travailler plus longtemps en payant chaque fois plus d'impôts et qui légitiment l'envoi des CRS contre des adolescents et des retraités ? Arrive un moment où les gens se lassent de s'exprimer et deviennent passifs, résignés, renoncent à leurs aspirations les plus folles. Beaucoup aspiraient au bonheur, un bonheur absolu, comme nos parents ont pu le connaître, dans la famille, dans la patrie, dans le travail, dans la communauté, dans la maison ou dans les hobbies. Aujourd'hui, beaucoup parmi les classes populaires ou petit-bourgeoises, ne courent plus après le bonheur, mais essayent juste de survivre, de vivoter, et la joie vient de garder un emploi, de ne pas être expulsé d'un appartement ou de réussir à nourrir ses enfants, de les habiller proprement et de leur assurer un minimum pour demain.





Les derniers présidents de la République, les Sarkozy, Hollande et Macron, ont fait beaucoup de mal à la démocratie. Ils ont initié une nouvelle forme de vote qui n'est plus celle d'une adhésion à un programme, mais celui d'un rejet de l'autre candidat : on a voté Hollande pour ne plus avoir Sarkozy, on a voté Macron pour ne plus avoir Hollande, et le risque est que l'on vote Rassemblement National pour ne plus avoir Macron (toutefois, avec le retour de l'ancien monde dont je parlais plus haut, il se peut très bien que ni Macron ni Marine Le Pen ne figurent parmi les finalistes de la prochaine élection présidentielle !).

En attendant ces élections cruciales, nos élus et nos stratèges politiques réfléchissent à comment ramener les électeurs vers les urnes ... Vote électronique, vote en janvier et non plus à la veille des vacances d'été, vote en semaine pendant le temps de travail comme dans les pays protestants ... Le problème est bien que ces experts-Miami du vote réfléchissent à un potentiel *comment* du vote alors qu'ils devraient s'interroger sur le *pourquoi* du vote, sur le qu'est-ce qui motiverait plus de votes ! Les élus de la République vont-ils se remettre en question et écouter les revendications de la rue ? Vont-ils cesser d'éclabousser la démocratie de leurs scandales : vol en avion à 116 000 euros pour Joyandet, 12 000 euros de cigares déclarés en frais de fonctionnement pour un Christian Blanc, des repas au homard arrosés de champagne pour un de Rugy aux frais du contribuable, un Georges dans un appartement luxueux loué au prix d'une HLM et je passe les Cahuzac et autres Thévenoud qui ont arnaqué le fisc ...

Cesser de salir la démocratie, mais aussi écouter les revendications de ceux qui souffrent ! Englués dans leurs privilèges de caste et les profits à tirer de leurs fonctions électives, les élus du peuple doivent remettre

en avant le bonheur de leurs administrés avant tout, au lieu de les traiter comme de simples vaches à lait. Les élus doivent cesser de lancer des promesses qui ne durent que le temps des campagnes électorales pour réellement faire en sorte qu'en travaillant 32 heures par semaine et en prenant sa retraite à 60 ans, les gens souffrent moins et puissent se consacrer davantage à la quête de leur bonheur. Donnez aux gens du travail au lieu de les canarder avec des balles en caoutchouc, donnez aux gens des salaires décentes pour qu'ils puissent s'accorder un peu de répit sans craindre la fin du mois, donnez-leur l'espoir de lendemains qui chantent au lieu de la réalité d'une vie absurde où la précarité de l'emploi le dispute à un hôpital et une maison de retraite qui deviennent malheureusement l'apanage de certains privilégiés ... Permettez que la jeunesse de France étudie en France dans des conditions décentes sans avoir à recourir aux Restos du Cœur et qu'elle ait un avenir, ici, au lieu de s'expatrier en Suède ou en Irlande ...



Des électeurs heureux, ce sont des électeurs qui votent ! Des électeurs livrés à l'absurde et au sordide, eux, se désintéressent des affaires de la Cité. Justice sociale, j'écris ton nom en rouge sur les urnes de la République, droit au bonheur, droit à la dignité humaine ... Entendez-nous, messieurs les élus, dans nos sillons de souffrance où nous trimons pendant que vous vous pavanez dans les G7. Lisez notre désespoir écrit sur les banderoles d'une rue barrée de compagnies faussement républicaines de sécurité,. Voyez nos jeunes désœuvrés dans les banlieues et nos anciens mineurs, maçons, agriculteurs, sidérurgistes, éclopés après une vie de durs labeurs. Imprégnez-vous de l'odeur de misère qui suinte des quartiers modestes de ce grand pays que fut la France, la patrie des Lumières, le pays de la Révolution contre l'ancien Régime,. Prenez à bras le corps le destin de ceux qui votent pour vous, ce sont des êtres humains. Et au moment où tout s'accélère avec la crise sanitaire, le réchauffement de la planète, la surpopulation, la haine et le racisme, donnez-leur, donnez-nous l'espoir qu'un jour peut-être, qu'un jour sûrement, nous pourrions être heureux.

Ce n'est qu'à ce prix-là que vous verrez, messieurs les politiciens, les gens s'intéresser à la chose politique et retrouver le chemin des urnes ...

Pierre MORALES  
01er/VII-2021

**Militants,  
adhérents,  
ensemble  
soyons  
solidaires**

**Depuis plus  
de 30 ans,  
la Macif protège  
l'activité  
syndicale**

[partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)



**Essentiel pour moi**